

20 juillet 2001 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Point de presse de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur les défis de la mondialisation, à Gênes le 20 juillet 2001.

LE PRESIDENT - Bien, nous terminons le G7, avant de recevoir des chefs d'Etat de pays pauvres ou émergents, et je voudrais simplement, avant de répondre à vos questions, faire un peu le point.

Je ne rentrerai pas dans le détail de ce que nous avons discuté dans le domaine de la mondialisation et surtout de mes positions à cet égard. J'ai eu l'occasion, tout récemment, de faire une tribune dans un grand quotidien français dans laquelle je faisais le point.

Je dirai un mot de l'annonce faite par le Secrétaire Général de l'ONU sur le fonds thérapeutique, parce que c'est une affaire dans laquelle je m'étais beaucoup investi depuis longtemps et dont je suis heureux qu'elle ait pu aboutir. Et puis, un très rapide compte-rendu de ce qui a été discuté. Mais, naturellement, quelle que soit l'importance des choses qui ont été faites, ce qui est également important, et qui l'est probablement plus médiatiquement parlant, mais qui l'est en toute hypothèse, ce sont les manifestations auxquelles ce sommet donne lieu. Ce n'est pas le premier, cela a commencé avec Seattle. Ces manifestations rassemblent un nombre très important de gens. Et cela mérite une vraie réflexion. Je ne parlerai pas des casseurs, qui viennent pour casser, et ça c'est vrai, hélas, dans toutes les manifestations, pratiquement, quelle qu'en soit la nature, mais des gens qui étaient 100, 120, 150.000, je ne sais pas combien, mais enfin très nombreux, ici, à Gênes, non pas pour casser, naturellement, mais pour manifester une inquiétude ou une incompréhension. Enfin en tous les cas pour manifester quelque chose qui ne peut pas ne pas être pris en considération.

Alors, ce sont des gens qui appartiennent à des organisations diverses, des ONG, des syndicats, des associations ou même, d'après ce que j'ai vu ou compris, des gens qui sont venus spontanément, eux-mêmes, tout simplement parce qu'ils sont inquiets de l'évolution des choses. Et, au fond, on peut le comprendre et, en tous les cas, on doit le prendre en compte.

J'ai eu l'occasion d'en parler tout à l'heure et de souligner, devant mes collègues du G7, cette situation qui ne peut pas ne pas s'amplifier, et qui tient aux incertitudes que créent l'évolution de la globalisation et la capacité des Etats à la maîtriser, à l'humaniser. C'est un vrai problème.

Je note que, finalement, si je vois les réactions qui ont eu lieu aujourd'hui au sein du G7, la France est probablement le pays, c'est vrai depuis déjà un certain temps, qui est le plus proche des préoccupations des ONG, c'est-à-dire qui veut, qui souhaite que cette mondialisation soit maîtrisée, soit humanisée et qui veut qu'il y ait une régulation de la mondialisation. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle nous sommes probablement le pays le plus ouvert sur les ONG, qui, en France, sont reçues par les autorités publiques, sont consultées avant les événements de cette nature. C'est ce que j'ai fait, le Premier Ministre l'a fait également.

Ceci étant, il ne faudrait pas pour autant effacer ou minimiser l'importance de ce que fait une instance comme le G7-G8. La décision qu'on a prise pour le fonds thérapeutique, sur laquelle je vais revenir dans un instant, est une chose qui n'aurait jamais été faite sans ces réunions. La lutte contre l'argent de la drogue et son blanchiment, qui est une des plaies du monde d'aujourd'hui, a connu un renforcement très important parce que nous en avons parlé ensemble et parce qu'ensemble, si j'ose dire, l'un poussant l'autre, nous sommes arrivés à des solutions qui permettent de mieux maîtriser ces phénomènes criminels.

L'allègement de la dette. Tout le monde parle de la dette des pays pauvres. On a commencé à

L'allègement de la dette. Tout le monde parle de la dette des pays pauvres. On a commencé à Lyon. Et vous savez, c'était à l'époque sous présidence et sous initiative françaises, c'était tout à fait, tout à fait aléatoire. Et il a fallu en réalité cinq ans avant que les choses finissent par s'engager concrètement, comme c'est le cas aujourd'hui. Sans une instance comme le G7, on n'y serait jamais arrivés. Cela aussi, il faut le savoir et le comprendre. Et c'est important. Je pourrais dire la même chose pour la lutte contre la cybercriminalité, etc.

Si je dis cela, c'est que c'est vrai qu'il faut comprendre pourquoi ces réunions provoquent ces manifestations. C'est très important de comprendre pourquoi et d'en tirer les conséquences. Il ne faut pas pour autant contester l'importance qu'elles ont, ces réunions, et, a fortiori, naturellement, abandonner cette procédure.

Le moyen le plus sûr pour que les choses n'avancent pas, c'est évidemment de ne pas en parler. Si chacun reste dans son petit coin et gère ses petits intérêts au mieux, alors, on ne progressera jamais, ce sera le culte de l'égoïsme et de l'indifférence. En revanche, lorsqu'on est ensemble, eh bien, tout naturellement, on est obligés de se plier aux exigences d'une certaine vision de l'avenir. Voilà une réflexion d'ordre général.

La deuxième réflexion que je voulais faire, c'est le lancement du fonds pour la lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme. Je voudrais dire que, moi, je suis fier d'avoir participé à la réunion au cours de laquelle le Secrétaire Général, Kofi Annan, a annoncé les résultats de nos réflexions et de nos décisions. Fier d'y participer au nom de la France. C'est un vrai message d'espoir pour ces pays, pour ces hommes, ces femmes, ces enfants qui sont victimes de ces trois maladies. Chacun sait l'importance qu'elles ont, essentiellement dans les pays pauvres. C'est un vrai geste, pour une fois, de solidarité entre le nord et le sud. Et c'est un fonds qui aura les moyens d'agir de façon efficace. Pour les seuls participants au G7, c'est une somme de l'ordre d'1 milliard deux cents millions de dollars, je crois, sur laquelle on s'est engagés, ce qui fera environ 2 milliards avec les contributions des pays hors G7. Et, très rapidement, nous escomptons un fonds d'une dizaine de milliards de dollars qui, bien géré, peut apporter un vrai changement dans la situation de ces pandémies.

Je m'en réjouis beaucoup parce qu'en 1997, j'étais allé à la réunion d'Abidjan, j'étais d'ailleurs accompagné du docteur KOUCHNER, et j'avais lancé cette idée d'un fonds thérapeutique. Il n'y avait eu aucun écho. J'avais eu l'appui d'ONUSIDA. C'est, au niveau aussi bien des pays que des organisations internationales, la seule organisation qui m'avait appuyé, en dehors naturellement des pays africains. Eh bien, petit à petit, avec entêtement, on a poursuivi cette idée, grâce à l'appui du Secrétaire Général de l'ONU, et aujourd'hui c'est fait. Je m'en réjouis et pour moi cela a quelque chose d'un peu émouvant.

Alors, ensuite, nous avons évoqué un certain nombre de problèmes. Nous avons parlé des perspectives de l'économie mondiale, en essayant de rester aussi distants de l'optimisme excessif que du pessimisme injustifié car, après tout, en moyenne, les croissances dont on parle sont supérieures à 2 %, ce que nous aurions été bien contents d'avoir il y a encore quelques années, dans tous les pays européens notamment. Nous avons écouté avec beaucoup d'attention le Premier ministre japonais qui, d'ailleurs, nous a convaincus du bien-fondé de l'action et des réformes qu'il veut conduire pour redonner du tonus à l'économie japonaise.

Nous avons évoqué les problèmes de certains pays qui sont confrontés à des difficultés financières, au premier rang desquels, naturellement, l'Argentine et la Turquie.

Nous avons ensuite évoqué longuement, pendant le déjeuner, la moitié du déjeuner environ, et pendant la moitié de la réunion de travail après le déjeuner, les problèmes des pays pauvres, essentiellement les problèmes de l'Afrique. C'est un débat que j'ai lancé au déjeuner en disant combien nous ne pouvions pas avoir un regard sur l'Afrique qui soit simplement celui d'un partenaire. J'ai expliqué pourquoi nous avons des responsabilités historiques, nous avons des responsabilités morales et aussi politiques qui exigeaient que nous prenions en compte la situation de ces pays mieux que nous ne le faisons. D'où l'idée qui est apparue de faire de ce sujet l'un des objectifs du sommet du G7 qui aura lieu au Canada l'année prochaine.

Naturellement, j'ai indiqué qu'il fallait attendre ce soir puisque nous allons recevoir des Africains, notamment, il y aura aussi le Premier ministre du Bangladesh, comme vous le savez, et le

Président du Salvador. Le Président WADE du Sénégal va nous exposer le plan de synthèse qui a été approuvé par l'Organisation de l'unité africaine, qui s'est d'ailleurs réformée à Lusaka, et qui est la synthèse entre le plan originel du Sénégal et le plan de Thabo MBEKI, le président de l'Afrique du sud. Ces deux plans, qui sont complémentaires, ont été rassemblés en une seule vision d'un développement durable de l'Afrique qui sera, en présence du Président Thabo MBEKI, exposée au nom de l'OUA, par le Président WADE. Et c'est à partir de ce plan, adopté par les Africains dans un contexte où ceux-ci, de plus en plus, entendent prendre en main leur destin, ce qui est légitime, c'est à partir de ce plan que j'ai proposé que le G7, qui approuve ou qui ne peut pas ne pas approuver, au moins dans ses grandes lignes, ce plan, se mette en soutien de cette évolution, de ce développement durable que cherche l'Afrique, et que les décisions concrètes dans ce domaine puissent être arrêtées après un an de travaux, à l'occasion du G7 qui se tiendra donc au Canada.

Nous avons également parlé de l'action des institutions financières internationales et aussi de la libéralisation du commerce, en espérant qu'à Doha, des décisions concrètes pourront être prises. La France le souhaite, comme vous le savez, dans la mesure où la France, en tant que quatrième exportateur mondial, a évidemment tout intérêt à la libéralisation du commerce, à condition naturellement que ce soit dans des conditions qui soient égales pour tous. Ce qui veut dire que ce soit une négociation à la fois globale et équilibrée et en aucun cas une négociation qui mettrait en exergue l'agriculture avant même d'avoir commencé. Mais je crois que, maintenant, tout ceci est acquis ainsi que la prise en compte des problèmes et des positions des pays en développement, ce qui n'avait pas été le cas, il faut le reconnaître, à Marrakech. Et nous sommes très attachés au fait qu'à Doha, on prenne en compte la position des pays en développement. Mais enfin, c'est, de ce point de vue, bien parti.

Et on a fait enfin le point, naturellement, sur la procédure, qui s'est sérieusement accélérée depuis le sommet d'Okinawa l'année dernière, d'annulation des dettes bilatérales des pays les plus pauvres, puisque 23 pays ont maintenant franchi la position, sur une quarantaine, et qu'à la fin de l'année, il devrait y en avoir une trentaine. Enfin le système, maintenant, est parti et bien parti.

Bien. Voilà en gros ce que je voulais vous dire avant de répondre à vos questions, s'il y en a.

QUESTION - M. le Président, tous les problèmes que vous avez traités cet après-midi sont éminemment importants. L'Europe occidentale n'est pas indifférente à la situation des PECOS. Avez-vous parlé, aussi, de la relance économique de ces pays ?

Deuxième question, la liberté de circulation des hommes est une liberté fondamentale. La Roumanie est le seul PECO dont les ressortissants ont besoin de visa. Combien de temps encore ?

LE PRESIDENT - Alors, d'une part le problème de l'élargissement de l'Europe n'est pas, à proprement parler, à l'ordre du jour du G7-G8. On en parle, bien sûr, parce que c'est une évolution historique majeure et donc elle intéresse tout le monde. Mais ce n'est pas à l'ordre du jour. En revanche, ce sera à l'ordre du jour des deux prochains sommets sous présidence belge, naturellement. Et c'est un souci qui nous est à la fois commun et permanent. Ma conviction, c'est que la procédure d'élargissement se poursuivra comme il avait été prévu et je ne crois pas aujourd'hui que l'on puisse craindre des retards.

Pour ce qui concerne la liberté de circulation, il y a encore beaucoup de négociations à faire, naturellement, pour la suppression des visas, pour tout le monde et partout.

QUESTION - M. le Président, vous nous avez indiqué votre souci d'écouter les manifestants et de les entendre mais, apparemment, ceux-ci ne sont pas réceptifs à cette main qui leur est tendue. Que pouvez-vous faire face à cette situation-là ?

LE PRESIDENT - Je vous ai dit qu'il n'y avait pas de manifestation rassemblant 100 à 150 000 personnes sans qu'il y ait de vraies raisons. Donc, première conséquence, comprendre ces raisons. Alors, pour comprendre ces raisons, il faut entendre ceux qui sont porteurs de l'action, et pas les entendre le jour de la manifestation, naturellement. Ce peut-être le cas, mais ce n'est pas le moment.

Ce qu'il faut, c'est nouer avec ces gens un dialogue. Je parle naturellement de toutes ces ONG ou associations, très nombreuses mais porteuses d'une inquiétude, de propositions, etcà. Donc c'est un processus qui doit s'institutionnaliser. Actuellement, on peut dire que seule l'ONU a su avoir un dialogue avec les ONG. Les autres institutions internationales, celles qui sont pourtant très importantes, aussi bien les institutions financières internationales, l'OMC, etcà, n'ont pas su le faire. Elles devront le faire pour mieux savoir et comprendre dans quel milieu, dans quel contexte psychologique, elles situent leur action. Et chaque pays doit faire de même. Je l'ai dit tout à l'heure, en France, nous l'avons fait un peu, eh bien, pas assez. Et nous devons en quelque sorte institutionnaliser un débat qui tient au fait que la plupart de ces ONG sont représentatives, finalement, d'une certaine forme de la démocratie moderne. Je dis souvent, vous le savez, que nous devons impérativement modifier, en France, mais c'est vrai en Europe, la répartition des responsabilités dans notre société. Je dis souvent qu'à ce titre, nous devons développer la démocratie locale, la démocratie sociale, qui n'est rien d'autre que le débat entre partenaires sociaux. Et le débat entre partenaires sociaux, au plan international, c'est le débat avec les ONG.

Donc, cela doit s'intégrer dans une forme moderne de démocratie. Sinon, nous avons des événements comme ceux que nous voyons aujourd'hui et qui sont le résultat d'une incompréhension. Il ne faut pas se faire d'illusion. Les thèmes sont parfois exprimés de façon démagogique ou simpliste mais ils représentent une réalité profonde et une réalité à laquelle, notamment, la jeunesse de nos pays est sensible, parce que c'est une réalité qui vient du coeur. Et donc, c'est important.

QUESTION - Est-ce que vos collègues vous ont paru aussi réceptifs que vous ?

LE PRESIDENT - Ecoutez, je ne ferai pas de commentaire sur ce point, parce que je ne suis pas mandaté pour parler au nom de mes collègues. Mais ce que je peux vous dire, en tous les cas, c'est que moi, je leur ai exposé mon sentiment en détail. Et j'ai eu l'impression d'avoir été quand même entendu.

QUESTION - Est-ce que vous avez le sentiment que vos partenaires sont prêts à aller en rangs serrés face à M. BUSH pour lui dire : vous avez tort en ce qui concerne le protocole de Kyoto, il ne faut pas l'abroger. Deux : vous avez aussi tort de vouloir construire ce bouclier anti-missiles à

LE PRESIDENT - On ne peut pas mélanger les deux choses. Cela n'a d'ailleurs aucun rapport et elles ne doivent pas du tout être rapprochées de la même façon. Pour ce qui concerne le bouclier anti-missiles, vous connaissez ma position sur ce point. Je l'ai exprimée clairement. Je n'ai pas besoin d'y revenir. Mais je suis naturellement tout à fait ouvert à toutes discussions avec nos partenaires américains.

Pour Kyoto, vous connaissez également notre position. J'aurai sans aucun doute l'occasion de la rappeler. Elle est toute simple : elle consiste simplement à confirmer, à la virgule près, la position qu'ensemble, les Européens ont pris à Goteborg.

QUESTION - M. le Président, avec le Premier Ministre japonais, M. Koizumi, avez-vous abordé d'autres sujets que les questions de réformes ?

LE PRESIDENT - Pas encore. Nous avons encore deux jours et je ferai un autre point de presse. Je vous le dirai. Nous n'avons abordé aucun autre sujet que les réformes. Si je veux être très franc, mais vous ne le direz à personne, nous nous sommes mis tout de même dans un petit coin, parce que j'ai reçu les résultats du tournoi de sumo d'aujourd'hui avant lui, et que j'ai donc pu lui donner le résultat avant même qu'il ne le connaisse. Voilà.

QUESTION - M. le Président, est-ce vrai que le G8 va rejeter les conclusions du groupe de travail sur les énergies renouvelables ? Le rapport, je veux dire.

LE PRESIDENT - Le point n'a pas encore été examiné. Je crois qu'on vous a donné là un faux tuyau.

QUESTION - A propos de l'Argentine, peut-on envisager de faire une sorte de gel de ses dettes, sur cent ans, pour éviter qu'elle ne s'effondre ?

LE PRESIDENT - Je ne suis pas sûr que l'on puisse geler une dette pour cent ans. Ce qui est certain, en revanche, c'est qu'on ne peut pas laisser l'Argentine se débrouiller toute seule et qu'il faut l'aider. D'abord, c'est un problème de solidarité internationale à l'égard d'un grand pays et

raut l'aider. D'abord, c'est un problème de solidarité internationale à l'égard d'un grand pays et, ensuite, c'est un problème d'intérêt pour tout le monde car, si l'Argentine, comme vous dites, s'effondre, elle ne s'effondrera pas seule. Elle entraînera avec elle un processus que nous avons connu quand la Thaïlande était dans une situation de la même nature. On a mis deux ans pour s'en sortir. Donc, il est certain que nous saurons mettre en oeuvre les moyens nécessaires pour empêcher que l'Argentine ne s'effondre.

QUESTION - M. le Président, récemment, vous êtes allé à Moscou et je vous ai entendu dire à Moscou que vous voulez voir la Russie aussi proche de l'Europe que possible. Depuis, le Président POUTINE a avancé une idée dans une interview au " Corriere della Sera " selon laquelle l'OTAN doit être dissoute ou bien la Russie doit être incluse à l'intérieur de l'Alliance. Que pensez-vous de cette idée du Président POUTINE que vous allez rencontrer aujourd'hui même ?

LE PRESIDENT - Je l'ai déjà vu et je le reverrai. Il avait fait non pas deux, mais trois propositions dans son article, l'idée étant que la Russie soit le mieux associée à l'équilibre stratégique mondial, ce qui est à la fois légitime et nécessaire. Légitime parce que c'est une très grande puissance et nécessaire parce qu'il n'y aura pas de stabilité et de sécurité, notamment dans l'ensemble de l'Eurasie, si la Russie n'est pas totalement associée. Alors, nous ne sommes pas encore ni à dissoudre l'OTAN, ni à faire entrer la Russie dans l'OTAN. Mais, en revanche, je vous rappelle que c'est à l'initiative de la France, et pour tout dire à mon initiative, que nous avons créé le partenariat Russie/OTAN qui est un premier pas dans la direction souhaitée aujourd'hui par le Président POUTINE. Et je suis, pour ma part, tout à fait favorable à approfondir ce partenariat dans les années qui viennent. Donc, je suis d'accord avec M. POUTINE sur cette vision des choses.

QUESTION - Je voudrais comprendre le raisonnement qui vous fait dire qu'à partir du moment où il y a 100 ou 120 000 manifestants, ils doivent avoir raison.

LE PRESIDENT - Je n'ai pas dit qu'ils devaient avoir raison. Vous voyez comme on peut mal s'exprimer, au fond. Je n'ai jamais dit qu'ils devaient avoir raison. J'ai dit qu'il y avait un problème et qu'on devait le comprendre. 120 000 ou 150 000 personnes ne se dérangent pas s'il n'y a pas quelque chose qui leur a mobilisé le coeur ou l'esprit. Et si quelque chose leur a mobilisé le coeur ou l'esprit, il faut comprendre ce que c'est.

Je ne dis pas qu'ils ont raison ou tort, ce n'est pas le problème, mais qu'il y a un problème, une angoisse, une difficulté. Cela, on ne peut pas le laisser comme ci cela n'existait pas. Je vous rappelle que la démocratie moderne, c'est aussi le débat avec les organisations qui expriment la sensibilité d'un certain nombre de gens. Nous ne sommes plus au temps où on imposait des diktats, des règlements, des lois aux uns et aux autres sans se préoccuper des réactions que cela provoquait ou de ce qu'ils pensaient.

QUESTION - M. le Président, le porte-parole du Président du Conseil italien vient de déclarer que M. BERLUSCONI vous a parlé de l'effort qui a été fait pour le dialogue vis-à-vis des manifestants. Est-ce que vous considérez que cet effort a été réellement fait et que, malgré l'effort, il y a eu ce qui s'est passé sous nos yeux ?

Et, si vous permettez, encore une petite question sur l'euro. Vous ne trouvez pas que la monnaie unique est un peu le grand absent de cette réunion ? Vous n'avez pas parlé des taux de change entre euro et dollar. Cela ne vous a pas inquiété ?

LE PRESIDENT - Sur le deuxième point, je n'en ai pas parlé. Cela ne veut pas dire qu'on n'en ait pas parlé. Mais cela veut dire clairement que dans la mesure où on en aurait parlé, moi je ne vous en aurais pas parlé. Voilà, si vous voyez ce que je veux dire. Ces sujets sont infiniment délicats et il faut faire attention à ce que l'on dit. Ceci étant, je peux vous dire une seule chose, c'est que, moi, je suis très confiant et satisfait de l'euro.

Alors, pour ce qui concerne le dialogue, je le disais tout à l'heure, M. BERLUSCONI a engagé le dialogue. Il voulait le faire, il a essayé de le faire, il l'a fait pour partie. Et il a eu raison. Je trouve, pour dire les choses comme je les ai observées, qu'ayant pris cette affaire à la dernière minute, il faut bien le reconnaître, il l'a gérée avec beaucoup de qualités, aussi bien qu'il était possible. Et nous ne pouvons que lui exprimer à cet égard la plus grande reconnaissance. Une reconnaissance

qu'il faut avoir aussi pour l'ensemble des habitants de Gênes. Bien entendu, je n'ai pas besoin de vous dire que nous aurons soin de leur exprimer notre reconnaissance avant de partir. Mais, je le répète, ce ne sont pas des débats qu'on peut avoir au moment même des manifestations. Ce sont des débats qui doivent avoir lieu avant si l'on veut qu'il y ait une véritable compréhension. Voilà. Je ferai un autre point de presse avec plaisir. Je vous remercie.